

MÉDICAMENTS

D'où vient la pénurie ?

Le ministre de la Santé dément à chacune de ses sorties une quelconque pénurie de médicaments. Pourtant, les malades crient leur détresse. Le Snapo (Syndicat national algérien des pharmaciens d'officines) a arrêté une liste de 323 marques de médicaments, en majorité destinés aux maladies chroniques, en rupture de stock dans les pharmacies depuis plusieurs mois. La liste a été remise, dimanche, au directeur de la pharmacie au ministère de la Santé. Une sous-commission a été installée sur place.

Salima Akkouche – Alger (Le Soir) - Abdelmalek Boudiaf est affirmatif : «Il n'y a pas de pénurie de médicaments». A chaque fois que la question lui a été posée, le ministre de la Santé rassure sur la disponibilité des médicaments. Il y a quelques semaines, il annonçait en personne l'arrivée sur le marché de 75 000 boîtes de Sintrom. Un médicament prescrit pour les patients atteints d'une maladie cardiovasculaire et disparu des officines depuis plusieurs mois.

Depuis le mois de janvier, les professionnels du secteur du médicament ont lancé des cris d'alerte sur une grave pénurie de médicament en raison du retard qu'a pris la signature des programmes d'importation.

Au ministère de la Santé, on fait la sourde oreille et l'on préfère se vanter plutôt de la réduction de la facture d'importation des produits pharmaceutiques. En parallèle, malades et pharmaciens sont dans le désarroi devant des étagères d'officines presque vides.

Le Snapo (Syndicat national algérien des pharmaciens d'officines) a arrêté, dimanche 12 juillet, une liste de 323 marques de médicaments, en majorité destinés aux malades chroniques, en rupture de stock depuis le mois de janvier dernier.

En mars dernier, la liste des médicaments en rupture s'élevait à 331. Abonocradyl, (médicament prescrit pour les patients cardiaques), Orbonine (un anti-

biotique), des médicaments gynécologiques, Alozomat... autant de médicaments toujours introuvables dans les pharmacies de ville. «On parle de la mise sur le marché de 75 000 boîtes de Sintrom mais si on divise cette quantité sur les 11 000 officines existantes, chacune héritera de seulement sept boîtes, largement insuffisant», commente-t-on.

Pire, selon une source, des laboratoires ont refusé de baisser les prix des médicaments à faible marge bénéficiaire. Ils sont environ une cinquantaine de médicaments à souffrir de ce problème, dit-on. Et d'ajouter que «120 nouveaux produits ont été interdits récemment à l'importation alors qu'ils ne sont pas encore tous disponibles et prêts dans l'immédiat à être fabriqués localement».

Installation d'une sous-commission

Le ministère de la Santé a-t-il enfin compris le danger qui guette les malades. Le syndicat du Snapo, souligne Sallah-Eddine Manaâ, porte-parole, a été convié dimanche au département de Abdelmalek Boudiaf. A l'ordre du jour : la pénurie du médicament. «Nous avons tenu une réunion avec le directeur général de la pharmacie au ministère de la Santé et nous lui avons remis une liste officielle de 323 marques de médicaments en rupture de stock. Nous avons remis la même liste au Premier ministre et au ministre de la



La nouvelle loi sanitaire consacre une nouvelle structure pour le secteur du médicament.

Santé», a indiqué M. Manaâ. Suite à quoi, une sous-commission regroupant les différents acteurs a été installée sur place pour étudier «au cas par cas cette liste». «Nous sommes les vrais indicateurs de la pénurie, nous travaillons avec un réseau très important et nous savons de quoi nous parlons», affirme le porte-parole du Snapo.

Une nouvelle structure pour une meilleure gestion !

Lotfi Baba Ahmed, président du Conseil d'éthique et de déontologie pharmaceutique estime que la nouvelle loi sanitaire a consacré une nouvelle structure pour le secteur. Désormais, les laboratoires pharmaceutiques sont responsables et doivent rendre des comptes dans le domaine de la distribution et production et sur tout ce qui est de leur domaine.

«L'insuffisance des médicaments touche le monde entier mais souvent les laboratoires privilégient les pays où leur responsabilité est engagée ce qui, jusque-là, n'était pas le cas chez nous. Une situation qui devra

changer une fois la nouvelle loi sanitaire qui consacre les bonnes pratiques en matière de distribution et de stockage promulguée», a indiqué M. Benbahmed. Ceci, dit-il, va permettre de professionnaliser le secteur pour répondre aux normes. Nous voulons une politique de médicament du 21^e siècle mais nous avons des outils de régulations caducs, il nous faut plus de moyens modernes pour mieux réguler et mettre fin à ces problèmes que nous vivons depuis plusieurs années», estime ce professionnel. D'où le rôle de l'agence nationale de médicaments, souligne-t-il.

Campagne d'inspection auprès des distributeurs pharmaceutiques

Le ministère de la Santé a décidé de lancer une «vaste campagne d'inspection» auprès des distributeurs. C'est ce qu'a déclaré l'Association nationale des distributeurs pharmaceutiques (ADPHA). Ces derniers sont accusés de faire de la rétention du produit. Dénonçant cette campagne, les distributeurs qui

déclinent toute responsabilité du problème de rupture d'approvisionnement appellent les pouvoirs publics à chercher l'origine du problème, «au sein du comité de concertation et à réglementer le statut du distributeur en matière des bonnes pratiques de stockage et de distribution».

La facture d'importation de médicaments poursuit sa tendance baissière

Après un premier bilan trimestriel, les services des douanes ont publié dimanche les nouveaux chiffres d'importation de ces cinq derniers mois.

La facture a baissé à 626,06 millions de dollars durant les 5 premiers mois de l'année 2015, contre 1,03 milliard sur la même période de 2014, soit un recul de près de 39%.

La quantité des produits pharmaceutiques importée a connu la même tendance passant de 11 314 tonnes durant les cinq premiers mois de 2014 à 9 691 tonnes à la même période de l'année en cours (14,34%), selon le Centre national de l'informatique et des statistiques des douanes (Cnis). «Cette baisse des importations, en valeur et en quantité, constatée depuis le début de cette année, a concerné l'ensemble de la composante des produits pharmaceutiques essentiellement les médicaments à usage humain qui ont représenté près de 91% du coût de ces importations», lit-on sur le rapport des douanes rapporté par l'APS.

La facture des médicaments à usage humain s'est ainsi chiffrée à 591,44 millions contre 984,83 millions (-39,94%), tandis que les quantités importées ont reculé à 8 776 tonnes contre 10 560 tonnes (-17%).

S. A.

LE MINISTRE DE LA SANTÉ À TIPASA

Pour une exploitation optimale des équipements hospitaliers

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abdelmalek Boudiaf, a insisté, hier, depuis Tipasa sur une exploitation «optimale» des équipements et une meilleure prise en charge des malades.

«Nous ne tolérerons plus, à l'avenir, les justifications de pannes de scanners au niveau des différents hôpitaux», a martelé le ministre qui procédait à la mise en service d'un scanner à l'hôpital Farès-Yahia de Koléa (Tipasa), soulignant l'impératif de «valorisation des efforts de l'Etat par l'exploitation optimale des équipements et une meilleure prise en charge des malades».

Il a jugé, à cet effet, nécessaire de préserver les 170 scanners disponibles à l'échelle nationale, insistant auprès de l'équipe médicale en charge de cet équi-



Abdelmalek Boudiaf.

pement à Koléa, afin de «veiller à la formation et formation continue des paramédicaux, sans omettre le facteur entretien,

pour éviter toute panne pouvant affecter cet appareil, qui a toujours constitué une revendication essentielle de la population de la partie Est de la wilaya».

Discutant avec un radiologue, le ministre l'a invité et, à travers lui, l'ensemble de ses confrères à l'échelle nationale, à «travailler dans le dévouement et la rigueur» car il s'agit de «santé humaine» d'autant plus, a-t-il dit, que les «conditions de travail sont propices» et que l'administration veille à la «satisfaction des besoins des employés du secteur en moyens et équipements».

Le ministre, en visite de travail à Tipasa, a également procédé à la mise en activité de l'unité d'hospitalisation à domicile, première du genre à l'échelle de la wilaya, abritée par le service de médecine interne de l'hôpital de Koléa. Soulignant que l'idée de création de ce genre d'unités

est inscrite au titre des réformes en cours dans le secteur, M. Boudiaf a indiqué qu'il conférerait un «grand intérêt» à cette opération «sensible», au vu de son impact direct sur la santé publique et la réaction du malade au traitement. «Le traitement à domicile pourrait constituer une solution aux maladies de la vieillesse» de même qu'une «alternative à la prise en charge des parents par les enfants, au lieu de leur abandon dans les hôpitaux», a-t-il encore estimé, soulignant l'importance de la «solidarité familiale et sociale».

Le ministre a jugé que le traitement à domicile contribuerait à la «réduction des cas d'atteintes par les infections nosocomiales et différentes maladies infectieuses» au niveau des hôpitaux, tout en participant à la «libération de lits supplémentaires».

APS